

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

(CCAP N° DDTM76-MLHI-2025 du 3 avril 2025)

Acheteur

Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Seine-Maritime

Représentant de l'acheteur (RA)

Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Seine-Maritime, par délégation de signature de Monsieur le Préfet de la Seine-Maritime

Arrêté préfectoral n° 25-025 du 31 mars 2025 publié au RAA spécial 76-2025-067 du 31 mars 2025 portant délégation en matière de marchés publics et d'accords-cadres

Objet du marché

Réalisation de diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures et de contrôles après travaux

Référence de la consultation	DDTM76-MLHI-2025
Procédure de passation	Marché sur procédure adaptée passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique
Code C.P.V. principal	71631300
Code GM	37.02.11
CCAG Applicable	Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles
Le mois « Zéro »	Mois de juin 2025

Le présent CCAP comporte 0 annexe(s).

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

	Pages
1 OBJET ET NORMES – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1 Objet du marché et normes.....	4
1.2 Éléments de contexte.....	4
1.3 Représentation de l'acheteur, forme de passation et de notification.....	5
1.4 Durée de validité de l'accord-cadre.....	6
1.5 Durée et délai de réalisation des bons de commande.....	7
1.6 Point de départ du délai d'exécution.....	7
1.7 Passation des commandes.....	7
1.8 Obligations de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	8
1.9 Dispositions générales.....	9
1.10 Modifications de l'accord-cadre – clause de réexamen.....	11
1.11 Ordres de service.....	12
2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	13
3 PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES.....	14
3.1 Contenu des prix - Règlement des comptes.....	14
3.2 Sous-traitance.....	16
3.3 Paiement direct des sous-traitants.....	16
4 DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....	16
4.1 Durée du marché et délais d'exécution.....	17
4.2 Pénalités pour retard.....	17
4.3 Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	17
5 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	17
5.1 Retenue de garantie.....	17
6 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	17
7 EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	18
7.1 Conditions d'exécution.....	18
7.2 Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	18
8 ADMISSIONS.....	18
8.1 Admission.....	18
9 ARRÊT DES PRESTATIONS – RÉSILIATION.....	19
9.1 Résiliation.....	19
9.2 Concernant les bons de commande.....	20

10 RÈGLEMENT AMIABLE – DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	20
11 TRIBUNAL ADMINISTRATIF COMPÉTENT.....	21
12 DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	21

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

1 OBJET ET NORMES – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché et normes

Dans le cadre de la procédure de lutte contre le saturnisme, initiée par la loi n°2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de la santé publique, les Directions Départementales des Territoires et de la Mer (DDTM) de l'Eure et de la Seine-Maritime ont souhaité s'associer, via une convention de groupement de commande, pour conclure un marché de diagnostics de risque d'intoxication par le plomb des peintures (DRIPP) et de contrôles après travaux (CAT) sur leur territoire.

Les DRIPP et CAT sont à réaliser sur des immeubles ou locaux à usage d'habitation, signalés par l'ARS, présentant des surfaces dégradées contenant potentiellement du plomb et occupés par des familles avec un (des) enfant(s) mineur(s) ou une femme enceinte.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

1.2 Éléments de contexte

Le diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures consiste à rechercher des revêtements dégradés contenant du plomb susceptibles de constituer un risque d'exposition dans des lieux fréquentés régulièrement par un (des) enfant(s) mineur(s) ou une femme enceinte. Le diagnostic porte sur les revêtements intérieurs (notamment peintures et faïencerie) et extérieurs au logement (notamment volet, portail, grille et balcon).

Le contrôle après travaux est établi suite à l'inspection de l'ensemble des locaux dans lesquels des travaux ont été prescrits par le DRIPP, et comprend notamment la vérification de la réalisation des travaux et les mesures de concentration en plomb dans les poussières présentes sur le sol.

Les résultats de ces prestations consistent dans la production par le titulaire des éléments suivants :

- d'un rapport de diagnostic de risque d'intoxication par le plomb des peintures (DRIPP), établi suite à une visite sur site, et comprenant notamment la liste des éléments dégradés contenant du plomb ainsi que les préconisations de travaux à réaliser ;
- et / ou d'un rapport de contrôle après travaux établi suite à inspection de l'ensemble des locaux dans lesquels des travaux ont été prescrits par le DRIPP, comprenant

notamment la vérification de la réalisation des travaux et les mesures de concentration en plomb dans les poussières présentes sur le sol.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2.1 Utilisation des résultats

Les rapports de DRIPP et de CAT rendus par le prestataire au pouvoir adjudicateur seront transmis à l'agence régionale de santé (ARS), afin de mettre en œuvre les procédures de lutte contre le saturnisme et l'insalubrité, issues du Code de la santé publique.

Des éléments de diagnostic pourront être extraits et présentés par l'ARS lors des sessions du CODERST (CONseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques) pour les cas où la situation d'insalubrité du logement concerné par le diagnostic y serait examinée.

1.2.2 Lieux d'exécution

Les prestations commandées pourront être exécutées sur l'ensemble des communes des départements de la Seine-Maritime et de l'Eure.

1.3 Représentation de l'acheteur, forme de passation et de notification

1.3.1 Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RA auprès du titulaire :

1. Le directeur de la DDTM de la Seine-Maritime ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :
 - a) Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3.1 du CCAG-PI) ;
 - b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG-PI) ;
 - c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 29 du CCAG-PI).
2. La cheffe du service habitat, son adjointe ou la responsable de la mission lutte contre l'habitat indigne pour la DDTM de la Seine-Maritime d'une part, le chef du service habitat logement ville, les responsables d'unités (habitat privé, politique locale de l'habitat) ou le chargé de mission lutte contre l'habitat indigne pour la DDTM de l'Eure d'autre part, pour assumer les fonctions suivantes :
 - a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG-PI) ;
 - b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG-PI) ;
 - c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
 - d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;

- e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 28 du CCAG-PI).

1.3.2 Forme – procédure de passation

Le présent marché est un accord-cadre de prestations intellectuelles exécuté par émissions de bons de commande, conformément aux dispositions des articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Le marché ne comporte pas de variante au sens de l'article R.2151-8 et suivants du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est mono-attributaire.

Il est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum, conformément aux dispositions du 3° de l'article R.2162-4 du Code de la commande publique.

Le montant maximum est de 81 600 euros € TTC pour la durée de l'accord-cadre et ses éventuelles reconductions.

1.3.3 Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG-PI, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG-PI, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses courriels indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement, par courriel.

Le destinataire devra adresser un courriel en retour, valant accusé de réception au plus tard le jour ouvré suivant.

En application de l'article 2 du CCAG-PI, la date et l'heure de réception mentionnée sur le récépissé de transmission du courriel sont considérées comme celles de la notification.

Dans le cas où le destinataire n'accuserait pas réception de l'information, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG-PI, si l'information transmise au titulaire ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (eux-ci) commence(nt) à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

1.4 Durée de validité de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de douze (12) mois à compter de la date de notification.

Les commandes pourront être adressées dès notification de l'accord-cadre jusqu'à l'expiration de cette durée.

L'accord-cadre est reconductible selon la périodicité suivante :

Période	Durée
Période ferme	12 mois
Reconduction n°1	12 mois
Reconduction n°2	12 mois
Reconduction n°3	12 mois

En cas de décision de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur ne donne lieu à aucun dédommagement du titulaire. Le cas échéant, la décision de non reconduction fait l'objet d'une notification au titulaire avant la date de fin de validité de l'accord-cadre. La décision est notifiée au titulaire avec un préavis de deux (2) mois.

En application de l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, le titulaire ne peut refuser la reconduction du marché.

Le pouvoir adjudicateur peut conclure un nouvel accord-cadre avant la fin du présent accord-cadre afin de garantir la continuité d'exécution des prestations.

1.5 Durée et délai de réalisation des bons de commande

Les prestations commandées seront à réaliser dans la limite des délais maximum précisés dans l'annexe 2 de l'acte d'engagement.

La durée pendant laquelle peuvent s'exécuter les bons de commande ne peut excéder la durée de validité de l'accord-cadre majorée de 25 jours.

1.6 Point de départ du délai d'exécution

Le bon de commande précise les conditions d'exécution. Sa notification est réalisée par voie dématérialisée avec accusé de réception. Elle vaut ordre de service et point de départ du délai d'exécution.

1.7 Passation des commandes

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par :

- la cheffe du service habitat, son adjointe ou la responsable de la mission lutte contre l'habitat indigne pour la DDTM de la Seine-Maritime,
- le chef du service habitat logement ville, les responsables d'unités (habitat privé, politique locale de l'habitat) ou le chargé de mission lutte contre l'habitat indigne pour la DDTM de l'Eure.

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrés, du lundi 8h au vendredi 12h. Le titulaire devra envoyer un accusé réception par voie dématérialisée au plus tard le jour ouvré suivant le jour d'envoi du bon de commande.

Chaque bon de commande précise :

- La référence du marché ;
- Le numéro de bon de commande ;
- La date du bon de commande ;
- Le responsable du marché ;
- Le service émetteur de la commande (DDTM76 ou DDTM27) ;
- La désignation et la catégorie des prestations ;

- La quantité commandée par catégorie ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant par catégorie de prestations ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Le lieu d'exécution des prestations ;
- Les contacts à prendre pour effectuer la visite sur place (coordonnées de l'occupant et du propriétaire le cas échéant) ;
- Le délai d'exécution ;
- En annexe, la formalisation de la commande de l'ARS.

L'acheteur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

1.8 Obligations de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1.8.1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5.1 du CCAG-PI, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur ou qu'il collecte lors de sa mission et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.3 du présent CCAP.

1.8.2 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5.2 du CCAG-PI, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

Les mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016 sont les suivantes :

- Les données personnelles présentes dans les bons de commande sont fournies au titulaire dans le but d'assurer la prise de contact avec les occupants ou les propriétaires, permettant d'engager la réalisation des prestations.
- Les personnes concernées par les données personnelles transmises au titulaire pourront exercer leur droit à l'information en contactant directement l'acheteur, aux coordonnées indiquées dans ce marché.
- Les données personnelles échangées dans le cadre de ce marché sont enregistrées sur le serveur informatique de l'acheteur, dans un répertoire accessible aux seuls agents de la DDTM de la Seine-Maritime ou de l'Eure selon le secteur d'intervention.
- Les données personnelles seront conservées à ces endroits jusqu'à la clôture des procédures « saturnisme » relatives aux logements ayant fait l'objet de prestations. Dans un délai de 3 mois après cette clôture, les données personnelles seront supprimées définitivement du serveur de l'acheteur. L'acheteur s'assurera également que ces données sont supprimées par le titulaire du présent marché.

En cas de non-respect, par le titulaire, de la réglementation relative à la protection des données personnelles, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.3 du présent CCAP.

1.9 Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du Travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1.9.1 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 44.1 du CCAG-PI.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1.9.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1.9.2.1 Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L.1262-4-1 du Code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1.9.2.2 Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L.1262-1-1 et R.1263-2-2 du Code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R.1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R.1263-6-1 du Code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.

- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG-PI.

1.9.3 Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution. Leurs polices doivent apporter des garanties suffisantes en fonction de l'objet et des caractéristiques du marché.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-PI, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1.9.4 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du Code de la commande publique, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1.9.3. ci-dessus.

1.9.5 Marché de prestations similaires

En application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, l'acheteur peut passer un marché de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent marché conclu après mise en concurrence. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

1.10 Modifications de l'accord-cadre – clause de réexamen

En application des dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, des modifications peuvent être apportées en cours d'exécution. Les modifications sont conclues par la DDTM 76.

L'accord-cadre peut être modifié dans les cas suivants :

1.10.1 Prise en compte des évolutions réglementaires et technologiques

En cours d'exécution du marché, les méthodologies décrites peuvent être complétées ou modifiées par un acte modificatif donnant lieu ou non à modification des prix, en vue de permettre la poursuite de la bonne exécution des prestations prévues à l'accord-cadre en tenant compte de l'évolution des techniques et réglementations.

Cependant, si une évolution de la réglementation est publiée au journal officiel avant son entrée en vigueur, lors de l'établissement de son offre, le titulaire, en tant que « sachant », est réputé l'avoir prise en compte et, de ce fait, ne peut prétendre à l'application de la présente disposition pour couvrir les incidences techniques et financières qui en découleraient.

1.10.2 Prise en compte des évolutions économiques

L'accord cadre est conclu à prix révisable. Les modalités de révision des prix du marché sont fixées à l'article 1.11 du présent CCAP.

1.11 Ordres de service

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG-PI.

Chaque bon de commande fait office d'un ordre de service.

1.11.1 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

Les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles suivants.

1.11.1.1 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au « mois zéro ». Le mois zéro est celui de la date limite de remise des offres.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

1.11.1.2 Choix de l'index de référence

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

ING : Ingénierie

Il est publié sur le site internet de l'INSEE : www.insee.fr

Si l'index ci-dessus ne peut plus être appliqué, pour quelque raison que ce soit, il sera remplacé par un autre, de même valeur économique, adopté d'un commun accord entre les parties et contractualisé par avenant.

1.11.1.3 Modalités de révision des prix

Les prix sont réputés fermes les 12 premiers mois.

Ils sont révisés annuellement le premier jour du mois précédent la date anniversaire de la notification du marché.

Après vérification et accord des deux parties, une décision fixant le coefficient de révision des prix est signée par l'acheteur et le titulaire.

Tous les éléments de la liste des prix bénéficient de la révision.

Les prix révisés entrent en vigueur à compter de la date anniversaire de la notification du marché pour toute l'année suivante.

Ils sont applicables aux bons de commande émis à compter de cette date anniversaire ainsi qu'aux commandes en cours d'exécution uniquement pour la partie des prestations restant à exécuter.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-PI, lors de la mise en œuvre des révisions des prix, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis sont traités de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut),
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = I_{n-4} / I_{0-4}$$

avec : I_{0-4} = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix moins 4 mois ;

I_{n-4} = Valeur de l'index de référence I prise au mois de la date anniversaire de la notification du marché, moins 4 mois.

1.11.1.4 Clause de sauvegarde

Si l'application du nouveau tarif conduit à une augmentation annuelle des prix supérieure à 4 %, le pouvoir adjudicateur peut décider de résilier, sans indemnité de résiliation, la partie du marché restant à exécuter à l'issue d'un préavis de deux (2) mois.

2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106874A)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi ;

- La liste des prix ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

3 PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES

3.1 Contenu des prix - Règlement des comptes

3.1.1 Contenu des prix

Les stipulations du CCAG-PI sont seules applicables.

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix.

3.1.2 Modalités du règlement des comptes du marché

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG-PI.

Le règlement des prestations est réalisé à l'issue de chaque service fait et validé.

3.1.2.1 Avances

Les modalités de versement de l'avance sont fixées dans les bons de commande passés par les services bénéficiaires.

Le montant de l'avance est fixé entre 5 % et 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-7 et suivants du Code de la commande publique. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution de l'accord-cadre. Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du Code de la commande publique.

3.1.3 Modalités de transmission et de paiement

3.1.3.1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché ;
- Le numéro de SIRET de l'État ;
- Le code du service exécutant de la dépense qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) qui sera transmis par le service ordonnateur pour chaque bon de commande.

3.1.3.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3.1.4 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (auto-liquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3.2 Sous-traitance

Conformément aux dispositions des articles R.2193-1 à R.2193-8 du Code de la commande publique et de l'article 3.6 du CCAG-PI, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant présenté et l'agrément de ses conditions de paiement.

La présentation du sous-traitant peut intervenir au stade du dépôt de la candidature et de l'offre. Dans ce cas, le pli contient le formulaire ATTRI2 complété ainsi que l'ensemble des pièces requises.

Ce formulaire est téléchargeable, gratuitement, sur le site de la Direction des Affaires Juridiques du ministère de l'Économie grâce au lien suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-attribution-marches-2019>

Cet acte mentionne la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

En cours d'exécution du marché, la présentation du sous-traitant consiste à demander au pouvoir adjudicateur, l'établissement d'un acte spécial. Cette formalité s'exécute sur le fondement de la présentation par le titulaire, de sa demande sur un formulaire DC4.

Ce formulaire est téléchargeable, gratuitement, sur le site de la Direction des Affaires Juridiques du ministère de l'Économie grâce au lien suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

3.3 Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

4 DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, les pénalités sont appliquées quels que soient leurs montants.

4.1 Durée du marché et délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement aux articles 3.1 et 3.2, ainsi que dans le tableau de son annexe 2.

4.2 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, la pénalité journalière est fixée à 75 €.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, les pénalités sont plafonnées à 30 % du montant du bon de commande.

4.3 Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

4.3.1 Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité.

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-PI, en cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1.8.1 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

4.3.2 Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-PI, en cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.8.2 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

5 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5.1 Retenue de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

6 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Conformément à l'article 35 du CCAG-PI, le titulaire accorde au titre du présent article à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

7 EXÉCUTION DU MARCHÉ

7.1 Conditions d'exécution

7.1.1 Modalités particulières de réalisation des prestations

Les ménages occupant les logements objets des prestations commandées dans le cadre de ce marché pourront présenter un contexte social difficile, et éventuellement un climat conflictuel avec le(s) propriétaire(s), ceci pouvant compliquer la réalisation de sa mission par le prestataire, notamment aux étapes de la prise de rendez-vous et de la visite sur place.

7.1.2 Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui lui sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'acheteur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de l'acheteur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

L'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des espaces ou des locaux qui n'exigent pas son intervention.

7.2 Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Les logements faisant l'objet de commande dans le cadre de ce marché seront tous engagés dans une procédure de lutte contre le saturnisme.

Il reviendra au titulaire de prendre toutes les précautions nécessaires à l'exercice de ses missions dans les meilleures conditions, notamment lors de la visite sur place. Le titulaire ne pourra pas se prévaloir de l'état des logements pour ne pas réaliser sa mission. Le prix des prestations doit en tenir compte.

8 ADMISSIONS

8.1 Admission

8.1.1 Remise des documents

Les documents présentés par le titulaire sont remis au service émetteur de la commande, sous forme dématérialisée au format .pdf.

8.1.2 Délais d'admission des prestations

L'approbation consiste en l'acceptation par le représentant de l'acheteur des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai de deux mois.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le représentant de l'acheteur ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

8.1.3 Réfaction

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG-PI la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG-PI ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur. Si le titulaire formule des observations, l'acheteur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. À défaut d'une telle notification dans ce délai, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

8.1.4 Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le représentant de l'acheteur et soumis aux dispositions de l'article 4-2 ci-dessus.

Par dérogation au 3^e alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG-PI, le silence de l'acheteur ne vaut pas décision de rejet des prestations.

À la suite d'une décision d'ajournement, le représentant de l'acheteur dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8.1.5 Rejet

À la suite d'une décision de rejet, le RA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

9 ARRÊT DES PRESTATIONS – RÉSILIATION

9.1 Résiliation

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point du modificatif de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG-PI complétés

par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 h) du CCAG-PI.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG-PI, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG-PI, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG-PI.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L.8222-6 du Code du Travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L.8221-3 à L.8221-6 sur le travail dissimulé.

9.2 Concernant les bons de commande

Le service bénéficiaire peut procéder à l'annulation partielle du bon de commande en raison d'une faute commise par le titulaire, notamment pour défaut d'exécution ou rejet des prestations.

La prise de deux (2) décisions d'ajournement pour l'exécution d'un même bon est qualifiée de défaut d'exécution.

En complément des cas de résiliation du marché prévus au CCAG-PI, le service bénéficiaire peut annuler un bon de commande de manière partielle ou totale à l'égard d'un titulaire et aux torts exclusifs de celui-ci, dans l'hypothèse où les prestations attendues par le marché donnent lieu à l'application de pénalités dont le cumul atteint trente pour cent (30 %) du montant de la commande (avant plafonnement).

Dans ce cas, cette décision est prononcée par la DDTM 76, sans mise en demeure préalable et sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

10 RÈGLEMENT AMIABLE – DIFFÉRENDS ET LITIGES

Conformément à l'article R.2197-1 du Code de la commande publique, en cas de différend entre les parties au contrat, les parties au marché tenteront de régler à l'amiable leurs litiges en faisant appel, si nécessaire à :

DREETS DES PAYS DE LA LOIRE

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

22 mail Pablo Picasso – BP 24 209 – 44 042 NANTES Cedex 1

11 TRIBUNAL ADMINISTRATIF COMPÉTENT

En cas de litige, le droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents.

La juridiction compétente est le tribunal administratif de Rouen dont les coordonnées sont les suivantes :

Tribunal administratif de Rouen

53 Avenue Gustave Flaubert

76 000 Rouen

12 DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les articles suivants dérogent au C.C.A.G. P.I. approuvé par l'arrêté du 30/03/2021 :

CCAP 1.9.3	dérogé à l'article	9.2 du CCAG
CCAP 1.11.1.3	dérogé à l'article	10.2.3 du CCAG
CCAP 4	dérogé à l'article	14.1.3 du CCAG
CCAP 4.2	dérogé aux articles	14.1.1 et 14.1.2 du CCAG
CCAP 4.3.1	dérogé à l'article	14.2 du CCAG
CCAP 4.3.2	dérogé à l'article	14.2 du CCAG
CCAP 8.1.3	dérogé à l'article	29.3 du CCAG
CCAP 8.1.4	dérogé à l'article	29.2.1 du CCAG 3ème alinéa
CCAP 9.1	dérogé à l'article	39.2 du CCAG